

CONGRÈS DES SOVIETS SOUS L'ADMINISTRATION D'ÉTAT DE LA RSSA DU TURKESTAN (1917-1924)

Muminov Khusanboy Madaminjonovich

Département d'histoire de l'Ouzbékistan à l'Université d'État d'Andijan, Docteur
en histoire (PhD), Professeur agrégé

<https://doi.org/10.5281/zenodo.19448811>

Abstraite: Cette étude emploie une approche méthodologique pluridimensionnelle pour analyser l'impact structurel de la crise politique de 1917 au sein de l'Empire russe et des transformations révolutionnaires qui en découlèrent sur les systèmes juridique, politique et social de la région du Turkestan. La recherche propose un examen séquentiel et comparatif de la genèse de l'identité nationale et de l'émergence d'un État indépendant dans la région, de leur expression dans le discours politique et juridique, et de l'établissement institutionnel du pouvoir soviétique.

La présente recherche a pour objet principal le rôle fonctionnel, le statut juridique et normatif et l'architecture institutionnelle des congrès des Soviets au sein de l'administration régionale du Turkestan. Ces éléments sont étudiés à travers une analyse historico-juridique, historico-comparative et institutionnelle, fondée sur des sources primaires et des documents d'archives. Cette analyse offre un cadre scientifique pour une compréhension systématique de la nature juridique de l'appareil étatique soviétique formé dans la République socialiste soviétique autonome du Turkestan (RSSAT) entre 1917 et 1924. En outre, cette étude contribue à une réévaluation des fondements législatifs et institutionnels des congrès des Soviets, de leur champ d'application juridictionnel et de leurs fonctions administratives dans la perspective de la théorie moderne du droit étatique.

Mots-clés: bouleversements révolutionnaires, révolution de février, Turkestan, Soviet, Congrès, Shorai Islamiya, Soviet des députés ouvriers et soldats, Assemblée constituante, représentant, NKVD, TSK, République socialiste soviétique du Turkestan (RSTS), section.

Introduction

L'ère soviétique représente une période particulièrement complexe et contradictoire de l'histoire de l'Ouzbékistan. Marquée par de profondes transformations socio-politiques, cette époque a conjugué d'importantes avancées sur le plan du développement économique et social avec de graves tragédies systémiques, ce qui explique son importance persistante dans la littérature scientifique. Pour le Turkestan, les bouleversements révolutionnaires de 1917 en Russie ont représenté bien plus qu'une simple transition politique: ils

ont constitué un tournant décisif qui a fondamentalement remodelé la position géopolitique de la région, ses structures socio-économiques et les aspirations naissantes de ses peuples à l'indépendance nationale.

Revue de la littérature et méthodologie

La présente étude s'appuie sur un corpus diversifié de sources primaires et de travaux scientifiques, permettant une approche pluridimensionnelle du sujet.

Parmi les travaux historiographiques fondamentaux, les ouvrages de R. Shamsutdinov et Kh. Mo'minov constituent des références incontournables pour l'étude de l'histoire de l'Ouzbékistan. Leur manuel en deux volumes, couvrant la période allant du XVI^e siècle à nos jours, offre un cadre analytique solide pour appréhender les transformations politiques et institutionnelles de la région du Turkestan à l'époque soviétique. Ces travaux permettent de situer les congrès des Soviets dans la longue durée de l'évolution étatique de la région.

Sur le plan de la recherche internationale, l'article de Kh.M. Muminov intitulé *Historical facts about the activities of the Congresses of Soviets of Turkestan*, publié dans l'*American Journal of Interdisciplinary Research and Development* (2023), apporte un éclairage factuel et analytique précieux sur le fonctionnement institutionnel des congrès des Soviets. Cette contribution récente témoigne du regain d'intérêt de la communauté scientifique pour cette thématique.

Les sources primaires occupent une place centrale dans cette recherche. La *Chronique des événements de la révolution d'Octobre en Ouzbékistan* (1962), publiée par l'Académie des sciences de la RSS d'Ouzbékistan, fournit une documentation systématique des événements de la période février-novembre 1917. Les périodiques d'époque — notamment les *Turkestanskiye Vedomosti*, *Nasha Gazeta* et les *Izvestiya Turkrespubliki* — constituent des témoignages directs du contexte politique et institutionnel de la période étudiée. Enfin, le recueil *Bulletins et Résolutions du XI^e Congrès panturkestanis des Soviets* (1922) offre une documentation de première main sur les délibérations et les décisions des instances représentatives soviétiques.

Les archives nationales de l'Ouzbékistan (*O'zbekiston Milliy arxivi*) représentent la source documentaire la plus significative de cette étude. Les fonds R.17 et I.1044, comportant notamment des procès-verbaux, des résolutions et des rapports administratifs, permettent d'analyser le fonctionnement concret des congrès des Soviets et leur rôle dans l'administration de la RSSAT. Ces documents inédits confèrent à la présente recherche une dimension archivistique originale. Le recueil de *Constitutions soviétiques* édité par D.V. Kouznetsov (2015)



complète cette base documentaire en fournissant le cadre juridique constitutionnel des premières républiques soviétiques.

La présente recherche repose sur une approche méthodologique rigoureuse, combinant plusieurs méthodes complémentaires adaptées à l'objet d'étude.

La méthode de l'objectivité historique (tarixiy holislik) constitue le fondement épistémologique de cette étude. Elle implique une analyse impartiale et critique des sources, en évitant toute interprétation anachronique ou idéologiquement orientée des réalités institutionnelles de la RSSAT. Cette exigence d'objectivité est d'autant plus nécessaire que la période soviétique fait l'objet d'appréciations historiographiques contrastées.

La méthode de recherche historico-scientifique (tarixiy-ilmiy tadqiqot) permet de soumettre l'ensemble des sources — archivistiques, périodiques et normatives — à une analyse critique systématique. Elle assure la vérification croisée des données et la cohérence interne de l'argumentation développée tout au long de l'étude.

Enfin, la méthode de la chronologie séquentielle (xronologik izchillik) structure la présentation des faits et des évolutions institutionnelles selon leur ordre d'occurrence historique. Cette approche diachronique permet de retracer avec précision la genèse et le développement des congrès des Soviets du Turkestan entre 1917 et 1924, en mettant en lumière les étapes clés de leur consolidation institutionnelle.

La combinaison de ces trois méthodes, adossée à un corpus documentaire riche et varié, garantit la rigueur scientifique et l'originalité de la présente contribution.

Résultats

Après la “Révolution de février”, les éléments d'un nouveau système socio-politique commencèrent à se former au Turkestan. Cependant, une lutte de pouvoir féroce et des conflits d'intérêts éclatèrent entre les pôles politiques opposés pour le contrôle de l'État : le Comité du Turkestan du Gouvernement provisoire, aux idées libérales; les Soviets des députés ouvriers et soldats, aux sentiments radicaux; et les Conseils musulmans, partisans de l'indépendance nationale. Parmi ces forces politiques, les Soviets des députés ouvriers et soldats, en particulier, par leur radicalisme agressif et leurs slogans “révolutionnaires”, aggravèrent la situation dans le pays et commencèrent rapidement à asseoir leur domination politique. La première pierre de l'activité des Soviets au Turkestan fut posée le 2 mars 1917. Ce jour-là, le premier Soviet des députés ouvriers fut créé à l'initiative des ouvriers russes des ateliers principaux du chemin de fer d'Asie



centrale à Tachkent, marquant le point de départ politique de la formation du système soviétique dans toute la région. Les 3 et 4 mars, des Soviets distincts de députés ouvriers et soldats furent formés à Tachkent. Le 28 mars, ces deux structures fusionnèrent pour former un Soviet unique de Tachkent. Sous l'impulsion de ce conseil central, le réseau des Soviets commença à s'étendre rapidement à travers le Turkestan : fin mars, 75 Soviets de députés ouvriers et soldats, répartis dans les villes et les villages ouvriers de la région, avaient rapidement constitué un solide réseau politique [1. – p.228]. Cependant, la composition de ces Soviets était presque exclusivement constituée de représentants de la population européenne, ce qui ne reflétait en rien les besoins et les intérêts de la population autochtone de la région. Par la suite, une activité politique fut également observée dans les zones rurales, et des Soviets de députés paysans virent le jour.

Durant les premiers mois, les Soviets opéraient de manière dispersée et localisée, mais progressivement, par l'intermédiaire des soviets, tous les soviets locaux furent subordonnés à un centre idéologique et administratif unique. Autrement dit, ces soviets s'en servaient directement pour légitimer (justifier juridiquement) leur rôle dans la gouvernance de l'État et de la société, ainsi que leur position politique. La convocation systématique des soviets et l'adoption, par leur intermédiaire, de décisions stratégiques et autres documents réglementaires renforçaient juridiquement la prétention des Soviets au pouvoir dans le pays. Les soviets locaux des Soviets du Turkestan, réunis à Tachkent, occupaient une place centrale et prépondérante. Il est important de noter que la population autochtone du Turkestan ne suivait pas ces soviets "étrangers". Au contraire, elle exprimait une grande confiance dans les conseils musulmans nationaux (soviets) formés à l'initiative et sous la direction des Jadids et des oulémas, et se montrait unie dans leurs rangs. De tels centres politiques nationaux s'établirent rapidement dans la vieille ville de Tachkent, ainsi que dans de vastes régions comme Samarcande, Syrdarya, Ferghana et Andijan, devenant ainsi le foyer du mouvement de libération nationale. La première entité de ce mouvement fut le "Shuroi Islamiya" ("Conseil islamique"), fondé à Tachkent le 14 mars 1917. L'organisation fut initialement présidée par le célèbre ouléma Abduvohid Qariyev (1855-1938), puis par l'éminent juriste Ubaydullakhodja Asadullakhodjayev (1878-1937) [2. – P.380-381]. L'escalade ultérieure des événements politiques montra que, dans la lutte acharnée pour le pouvoir, les Soviets des députés ouvriers et soldats (qui, à la fin de 1917, comptaient également des paysans) commencèrent à marginaliser toutes les autres forces politiques. Forts de leur supériorité administrative et



militaire, ces Soviétiques ont éliminé l'influence politique du Comité libéral du Turkestan et des conseils nationaux musulmans, et les ont destitués.

Il convient de noter que la première Constitution de la République du Turkestan, adoptée le 15 octobre 1918, ne comportait pas d'article spécifique relatif aux pouvoirs des Congrès des Soviets du Turkestan. L'article 24 de cette Constitution se bornait à établir la règle générale selon laquelle "le Congrès des Soviets du Turkestan est l'autorité suprême de la République du Turkestan". Néanmoins, forts de ce statut, les congrès étaient habilités à débattre et à trancher toute question relevant de la compétence de la République. Les réformes constitutionnelles menées lors des travaux ultérieurs des congrès ont permis de préciser l'étendue de ces pouvoirs et de combler les lacunes juridiques. En particulier, la nouvelle version de la Constitution (comprenant 6 sections, 20 chapitres et 110 articles) adoptée par le IXe Congrès des Soviets de la République du Turkestan le 24 septembre 1920 a transformé la "République soviétique du Turkestan" en "République socialiste soviétique du Turkestan (RSST)". Conformément à l'article 28 de la Constitution, "le Congrès des Soviets du Turkestan, dans le cadre de la présente Constitution, est l'autorité suprême de la République socialiste soviétique du Turkestan". L'article 29 stipule que "le Congrès des Soviets du Turkestan est composé de représentants des Soviets municipaux et des congrès de district (à raison d'un député pour 25 000 habitants)". Conformément à l'article 30, le Congrès des Soviets du Turkestan est convoqué au moins deux fois par an par le Comité exécutif central du Turkestan. Conformément au chapitre XI, article 46 de la Constitution de la RSSA du Turkestan, l'étendue des pouvoirs de ces deux autorités suprêmes a été déterminée. Il a été stipulé que le Congrès des Soviets du Turkestan et le TurkNIQ étaient habilités à traiter toutes les questions d'importance étatique: a) approuver la Constitution de la RSSA du Turkestan et y apporter des ajouts et des amendements; b) exercer des activités législatives dans le cadre prévu par la Constitution. c) déterminer les normes juridiques conformément à la conscience juridique de la population active de la république, ainsi que les fondements de la structure du pouvoir judiciaire et du déroulement des procédures judiciaires ; g) déterminer et modifier les limites territoriales des régions et associations nationales incluses dans la République socialiste soviétique du Turkestan, déterminer leurs sphères de compétence et régler les différends entre elles; d) déterminer la division administrative du territoire de la République socialiste du Turkestan; e) instaurer de manière autonome des impôts et des taxes, en sus de ceux établis par les autorités fédérales ; j) le droit de pardonner et de déclarer une



amnistie générale et partielle au sein de la République du Turkestan ; h) approuver la liste des recettes et des dépenses de la République du Turkestan [15. – P.33-35].

Les travaux de ces congrès se déroulaient en séance plénière, mais afin d'analyser en profondeur des questions spécifiques, des sections (départements) spéciales étaient également créées dans des domaines particuliers. En particulier, six sections furent établies lors du 1er congrès régional des Soviets du Turkestan: 1) Section administrative; 2) Section agricole (aménagement du territoire); 3) Section du travail (activités ouvrières); 4) Section économique et alimentaire; 5) Section militaire; 6) Section musulmane [16]. Au 9e congrès des Soviets, quatre sections (administration, politique foncière, alimentation et finances) [17] furent créées.

Conclusion

En somme, les douze congrès des Soviets réunis entre 1917 et 1924 ont constitué le pivot institutionnel indispensable tant à la soviétisation systématique de la région du Turkestan qu'à l'édification d'un appareil étatique cohérent. Loin d'être de simples rassemblements symboliques, ces congrès ont représenté le principal mécanisme d'intégration d'un réseau fragmenté de soviets locaux au sein d'une hiérarchie administrative centralisée. Ce faisant, la direction bolchevique a utilisé ces instances pour légitimer formellement un ordre politique naissant, transformant les mots d'ordre révolutionnaires en un cadre juridique codifié.

En tant qu'autorité législative suprême de la république, les congrès ont tenté d'imposer un pouvoir régulateur sur l'ensemble des aspects de la vie publique — de la réforme agraire à la redistribution des terres, en passant par la restructuration des institutions traditionnelles. Cependant, l'expansion de cette autorité institutionnelle s'est accompagnée d'un déficit démocratique fondamental. La consolidation du pouvoir soviétique au Turkestan s'est caractérisée moins par un consensus authentique ou une participation politique volontaire des populations autochtones que par l'application asymétrique de la contrainte coercitive.

En définitive, l'institutionnalisation de la République socialiste soviétique autonome du Turkestan à travers ces congrès met en lumière un paradoxe historique profond: si le régime soviétique a instauré une architecture juridique et représentative formellement élaborée, la réalité du pouvoir reposait sur l'hégémonie militaire et une politique de domination systématique. Cette période illustre ainsi la transition d'une gouvernance impériale vers une nouvelle forme



de centralisme idéologique et administratif, dans laquelle la volonté du peuple est demeurée, bien souvent, subordonnée aux impératifs stratégiques du pouvoir révolutionnaire.

Littérature:

1. Shamsutdinov R. Histoire de l'Ouzbékistan: manuel scolaire / Shamsutdinov R., Mominov H. – Tachkent: Science, 2020.
2. Shamsutdinov R. Histoire de l'Ouzbékistan: guide d'étude / Composé de deux livres. Le second livre (du XVI^e siècle à nos jours) / R. Shamsutdinov et al. – Tachkent: IJOD-PRESS, 2024.
3. Chronique de la Révolution d'Octobre soviétique en Ouzbékistan. Février - novembre 1917. – Tachkent: Izd-vo AN UzSSR, 1962.
4. Turkestanskije vedomosti. – No.151. 4 octobre 1917.
5. Muminov H.M. Faits historiques sur les activités des congrès des Soviets du Turkestan // American Journal of Interdisciplinary Research and Development (AJIRD). Texas, États-Unis. Volume 15, avril 2023.
6. Notre journal. – No. 18. 22 janvier 1918
7. Archives nationales d'Ouzbékistan, fonds R.17, 1 liste, 1 volume, 2 feuilles.
8. Archives nationales d'Ouzbékistan, fonds R.17, 1 liste, 3 volumes, 242 feuilles.
9. Archives nationales d'Ouzbékistan, fonds R.17, 1 liste, 19 volumes, 59 feuilles.
10. Nouvelles de la République turque. – No.194. 9 septembre 1919
11. Nouvelles de la République turque. – No.213. 21 septembre 1920
12. Archives nationales d'Ouzbékistan, fonds R.17, liste 1, collection 55A, page 37.
13. Bulletin i Postanovleniya XI Vseturkestanskogo sezda Sovetov. – No.1. 3 décembre 1922. – Tachkent: Izdanie Pressburo in sezda, 1922.
14. Archives nationales d'Ouzbékistan, fonds R.17, liste 1, collection 101, page 11.
15. Constitution soviétique. Chrestomatie. V 4 rapide. Chapitre 1. La Première République soviétique, 1918-1922. / Sost. D.V. Kouznetsov. – Blagovechtchensk: BGPU, 2015. – P.33-35.
16. Archives nationales d'Ouzbékistan, Fonds I.1044, Liste 1, Volume 2, Feuillet 331-332.
17. Archives nationales d'Ouzbékistan, Fonds R.17, Liste 1, Volume 39, Feuillet 125.